

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Sud
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 12/04/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SABLIÈRE DE STEINBOURG

Lieu-dit "Monsau" - Route de Wasselonne
BP 60212
67790 STEINBOURG

Références : 0006700172/JB/CE
Code AIOT : 0006700172

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2023 dans l'établissement SABLIÈRE DE STEINBOURG implanté Lieu-dit Monsau - 67790 STEINBOURG.

L'inspection a été annoncée le 08/02/2023. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Sablière de Steinbourg a fait l'objet d'une mise en demeure à la suite de la visite du 07/05/2019 (arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/06/2019). Une inspection réalisée le 22/01/2020 avait eu pour objet de vérifier les mises en conformité réalisées par l'exploitant à la suite de la mise en demeure du 11/06/2019. Il en était ressorti que l'exploitant avait engagé des actions pour se mettre en conformité dans la mesure où elles n'avaient pas toutes été finalisées, l'exploitant n'avait pas déféré à la mise en demeure. Toutefois, compte tenu des actions engagées et des éléments présentés par l'exploitant, l'Inspection n'avait pas proposé de sanction administrative à ce stade.

Le contrôle du 15/02/2023 a notamment porté sur la mise en conformité de l'installation suite à la mise en demeure du 11/06/2019.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SABLIÈRE DE STEINBOURG
- Lieu-dit Monsau - 67790 STEINBOURG
- Code AIOT : 0006700172
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Sablière de Steinbourg a été autorisée à exploiter une carrière de sables (extraction de matériaux alluvionnaires hors eau uniquement) à Steinbourg, pour une quantité maximale de 40 000 t/an et une production moyenne annuelle de 20 000 tonnes sur une durée de 25 ans. L'exploitant a prévu un remblaiement coordonné de la fosse d'extraction par des matériaux inertes. Le site est également exploité pour une activité de traitement des matériaux et de station de transit de produits minéraux et de déchets inertes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
9	Espèces protégées - Conditions de dérogation	Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, article 3	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Surveillance des eaux de ruissellement transitant par le site	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 6.8	(objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juin 2019 - article 1er)	Sans objet
2	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 6.9	(objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juin 2019 - article 1er)	Sans objet
3	Contenu du plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 13.4	(objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juin 2019 - article 1er)	Sans objet
4	Déchets inertes non dangereux provenant de l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 9.6	(objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juin 2019 - article 1er)	Sans objet
5	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	(objet de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 juin 2019 - article 1er)	Sans objet
6	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 2.2	/	Sans objet
7	Eaux résiduaires de l'aire de ravitaillement	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 6.3	/	Sans objet
8	Réaménagement par remblaiement des fosses d'extraction	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 12.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 11/06/2019, de respecter les prescriptions susvisées dans des délais allant de 1 à 3 mois.

Au regard des constats effectués par l'inspection des installations classées le 22/01/2020 et le 15/02/2023, il apparaît que l'exploitant a déféré à la mise en demeure du 11/06/2019.

L'absence de création d'une mare de substitution pour les amphibiens dans le secteur Heide est une situation non-conforme (mesure de compensation prévue dans les conditions de dérogation).

En application de l'article L.171-8 du Code de l'environnement, il est proposé de mettre l'exploitant

en demeure de se mettre en conformité dans un délai de 3 mois pour créer la mare en faveur des amphibiens afin qu'elle soit fonctionnelle lors de la prochaine saison de reproduction.

L'Inspection a également fait l'objet de quelques observations qui ne nécessitent pas de suites administratives, mais pour lesquelles il est attendu que l'exploitant transmette des éléments de réponse dans les meilleurs délais.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux de ruissellement transitant par le site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 6.8 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/06/2019
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 4 points de prélèvement des eaux pluviales sont aménagés aux points de rejets des fossés internes dans les fossés externes bordant le site.
Constats : Le point de rejet situé au nord de la partie en renouvellement n'existe plus, le fossé n'étant plus fonctionnel. Les 3 points de prélèvement des eaux de ruissellement transitant sur le site ont été aménagés. L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 11/06/2019 sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 6.9 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/06/2019
Thème(s) : Risques chroniques, Paramètres à analyser
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant surveille et entretient les piézomètres de manière à garantir la protection de la ressource en eau vis-à-vis de tout risque d'introduction de pollution par leur intermédiaire. Les eaux souterraines sont prélevées dans les piézomètres par un laboratoire agréé au moins deux fois par an, période de hautes eaux et basses eaux.
Constats : L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 11/06/2019, de respecter les prescriptions de l'article susvisé sous un délai de 3 mois, considérant que les eaux souterraines n'avaient pas été prélevées depuis l'obtention de l'autorisation et que le piézomètre situé au nord du site n'était pas cadenassé. Un contrôle des eaux souterraines a été réalisé en avril 2021, en octobre 2021 (rapport du 03/12/2021), en avril 2022 (rapport du 18/05/2022) et en novembre 2022 (rapport du 12/12/2022) sur 3 piézomètres : - Pz1, amont latéral, au nord-ouest du site ; - Pz2, amont latéral, à l'est du site ; - Pz3, aval latéral, à l'est du site.
Le programme analytique est conforme à celui demandé par l'arrêté préfectoral : • température ; • pH ; • conductivité ; • sulfates ; • chlorures ; • carbone organique total ; • hydrocarbures totaux ;

- indice phénol.

Les rapports d'analyses mettent en évidence l'absence d'impact des activités de la Sablière de Steinbourg sur la qualité des eaux souterraines.

Le piézomètre Pz1 situé au nord-ouest du site est cadenassé.

L'exploitant a déféré à la mise en demeure du 11/06/2019 sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Contenu du plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 13.4

Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/06/2019

Thème(s) : Plan d'exploitation

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

L'exploitant établit un plan à une échelle au moins aussi précise que le 1/1000, orienté. L'échelle est mentionnée sur le plan. Le plan comprend un maillage selon le système Lambert et doit indiquer :

- les dates des levés ;
- le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées ;
- les bords de la fouille ;
- la bande de 10 m par rapport aux limites de propriété ;
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes ;
- l'emplacement exact du bornage ;
- l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte ;
- les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières ;
- l'étendue des zones où l'exploitation est terminée, celles remblayées et celles remises en état ;
- les voies d'accès et chemins menant à la carrière ;
- les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;
- des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité des fronts d'exploitation.

Le plan est daté. Il comporte une légende qui permet d'identifier les éléments énumérés au paragraphe précédent.

Constats : L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 11/06/2019, de respecter les prescriptions de l'article susvisé sous un délai de 3 mois, considérant que le plan d'exploitation du 30/08/2018 ne comportait ni de légende et ni l'ensemble des éléments prescrits et que l'exploitant n'avait pas fait réaliser de coupes.

L'exploitant a présenté un plan d'exploitation et 4 coupes associées datés de février 2022.

Il apparaît que le plan a été complété (seules les limites des phases d'exploitation et de remise en état n'y apparaissent pas), qu'une légende a été ajoutée et que les coupes associées ont été réalisées (l'emplacement des coupes sur le plan d'exploitation est toutefois à préciser).

En séance, l'exploitant indique que la prochaine mise à jour du plan est prévue en mars/avril 2023, et qu'il va prendre l'attache du géomètre expert pour y faire figurer les limites des phases d'exploitation et de remise en état et l'emplacement des coupes.

Considérant que mis à part l'absence des limites des phases d'exploitation et de remise en état qui n'est à ce stade pas préjudiciable à l'interprétation du plan d'exploitation et du suivi de l'activité de l'installation (fin de première phase d'exploitation en juillet 2023), les autres éléments manquants relevés sur le plan d'exploitation en mai 2019 ont été ajoutés au plan d'exploitation de février 2022, et considérant l'engagement de l'exploitant à prendre l'attache du géomètre expert

pour la prochaine mise à jour du plan, l'Inspection considère que l'exploitant a déferé à la mise en demeure du 11/06/2019 sur ce point.
Observations : Il conviendra de transmettre une copie du plan et des coupes associées mis à jour en mars/avril 2023 dès réception (il convient notamment d'y faire figurer les limites des phases d'exploitation et de remise en état, ainsi que l'emplacement des coupes sur le plan d'exploitation).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Déchets inertes non dangereux provenant de l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 9.6 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/06/2019
Thème(s) : Contrôle visuel - Déchargement des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle visuel et olfactif des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'établissement et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.</p> <p>Une zone de contrôle des déchets est aménagée pour permettre le contrôle des déchets après déversement des bennes qui les transportent. Cette zone fait l'objet d'un affichage particulier et de délimitations qui permettent de la situer.</p> <p>Une benne ne peut pas être déversée en l'absence de l'exploitant ou de son représentant.</p> <p>Constats : L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 11/06/2019, de respecter les prescriptions de l'article 9.6 susvisé sous un délai de 2 mois, considérant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que des contrôles visuels et olfactifs ne sont pas systématiquement réalisés au déchargement des camions par l'exploitant (article 9.6) ; - que la zone de déchargement des bennes de déchets inertes n'est pas délimitée par un affichage (article 9.6). <p>Un contrôle des documents associés à la livraison de déchets a été réalisé par sondage (tickets de pesée et registre d'admission).</p> <p>• Contrôle à l'entrée du site et au déchargement</p> <p>Un dispositif de contrôle visuel à distance (caméra) des déchets inertes entrant sur le site a été mis en service pour assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un premier contrôle visuel à l'entrée du site au niveau du pont bascule par la personne présente à l'accueil. En cas de doute, il est fait appel au responsable technique ; - un second contrôle visuel au niveau des zones de déchargements. Les déchets sont également contrôlés visuellement et olfactivement lors du dépotage par le conducteur de la chargeuse à chenille. <p>Le résultat des contrôles est tracé sur le ticket de pesée et enregistré dans le logiciel de suivi de l'exploitant. Ces documents sont archivés par l'exploitant.</p> <p>• Zone de déchargement</p> <p>La zone est localisée sur le plan de circulation.</p> <p>Des panneaux indiquent la direction à suivre sur la carrière, et un affichage a été mis en place au niveau de la zone de déchargement.</p> <p>L'exploitant a déferé à la mise en demeure du 11/06/2019 sur ce point.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a installé une benne à déchets permettant le recueil des déchets interdits susceptibles d'être récupérés dans les déblais apportés sur l'installation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3 Article 1er de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/06/2019
Thème(s) : Absence d'amiante et tests de détection de goudron
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; • que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; • que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Constats : L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 11/06/2019, de respecter les prescriptions de l'article susvisé sous un délai de 2 mois, considérant qu'au travers de sa procédure d'acceptation préalable, l'exploitant ne s'assurait pas que les déchets d'enrobés bitumeux faisaient l'objet de tests montrant qu'ils ne contiennent ni goudron, ni amiante.</p> <p>La procédure d'acceptation préalable a été complétée par une note d'information portant sur l'acceptation des mélanges bitumeux sans goudrons (code déchet 17 03 02) datée du 01/03/2023, indiquant qu'il faut désormais impérativement fournir une analyse (test) montrant que les déchets classés en 17 03 02 sont conformes et ne contiennent ni goudron (générant une forte teneur en HAP) ni amiante. Ce document est à joindre à la demande d'acceptation préalable préalablement transmise par les producteurs avant livraison des lots de déchets.</p> <p>Par courriel du 24/03/2023, l'exploitant indique qu'il n'y a eu aucune réception de mélanges bitumeux sans goudrons depuis la mise en place de cette note de service, considérant que les clients n'ont pas été en mesure de fournir les résultats des tests nécessaires.</p> <p>L'exploitant a déféré à la mise en demeure sur ce point.</p> <p>Observations : Lorsque les clients ne sont pas en mesure de fournir les résultats des tests nécessaires, le déchargement est refusé. Il convient alors, selon la procédure d'acceptation préalable, d'éditer un bon de refus mentionnant le motif (traçabilité des refus à l'entrée). Le registre d'admission doit également être renseigné.</p> <p>Des précisions sur ce point sont à apporter par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 2.2
Thème(s) : Situation administrative, Montant et justification des garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le montant des garanties pour chacune de ces périodes est fixé dans le tableau ci-après, par</p>

référence à l'indice TP01 de février 2017. Phase / Période / Montant (€ TTC) : 1 / T0 + 5 ans / 155 771 €
Constats : Les garanties financières d'un montant de 155 771 € sont constituées jusqu'au 11/09/2023 (acte de cautionnement du 12/11/2018).
Observations : Pour rappel : - conformément à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 19/07/2018, l'exploitant doit adresser à la préfecture l'original du document qui atteste le renouvellement des garanties financières, au moins trois mois avant leur échéance, dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31/07/2012 susvisé, et pour la durée minimale fixée à l'article 2.2. Une copie du document doit être adressée à l'Inspection des installations classées ; - conformément à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral du 19/07/2018, lors de la prochaine mise à jour des garanties financières, elles devront être actualisées en fonction du dernier indice TP01 connu à la date de leur constitution.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Eaux résiduaires de l'aire de ravitaillement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du séparateur d'hydrocarbures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier doivent être réalisés sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être traitées par un séparateur d'hydrocarbures ou par un dispositif de traitement équivalent avant rejet dans un fossé. Le dispositif de traitement doit être nettoyé et vidangé aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an. L'exploitant doit conserver tous documents qui justifient l'entretien du dispositif et le traitement des hydrocarbures ou des autres déchets piégés par le dispositif.
Constats : L'aire de ravitaillement est équipée d'un séparateur d'hydrocarbures. L'exploitant stipule en séance que l'entretien du dispositif n'a pas été effectué, ce qui est une situation non conforme. Toutefois, par courriel du 16/02/2023, l'exploitant a transmis un devis pour la réalisation d'un entretien du dispositif le 03/04/2023 par une société extérieure.
Observations : Bien que l'entretien du séparateur d'hydrocarbures n'a pas été réalisé à la fréquence prescrite, il n'est pas proposé de suites administratives à ce stade considérant l'intervention du 03/04/2023 en ce sens. Il convient de présenter le rapport d'intervention et le BSD dûment complété correspondants dès réception. A l'avenir, il convient de veiller au respect de la fréquence d'entretien imposée (aussi souvent que nécessaire et au moins une fois par an).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Réaménagement par remblaiement des fosses d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 12.3
Thème(s) : Plan de carroyage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un maillage de 25 m x 25 m est mis en place. Ce plan de carroyage permettra de localiser, dans chaque casier, les lots de matériaux inertes déposés.

Constats : Un maillage est mis en place (code attribué à chaque casier) pour permettre de localiser les lots de matériaux inertes déposés dans chaque casier. L'emplacement est renseigné sur le registre d'admission (code du casier).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Espèces protégées - Conditions de dérogation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/07/2022, articles 3 et 4
Thème(s) : Mise en oeuvre de mesures de compensation et suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Article 3 - Conditions de la dérogation [...] Mesures de compensation : Phase 1 : de 0 à 5 ans Zones aménagées (Monsau, secteur sud-ouest (2400 m²) Mesures : - Plantation d'environ 2250 m² de haies arbustives, sur un linéaire de 90 m. - Création, dès le début de l'exploitation et au cours du premier hiver, d'une mare de substitution pour les amphibiens dans le secteur Heide. [...] - Création d'une mare pérenne de 0,05 ha et d'un hibernaculum dans le secteur "Monsau". [...] (mesures également prescrites à l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19/07/2018)</p> <p>Article 4 - Modalités de suivi Un dispositif de suivi est mis en place pour toute la durée de l'exploitation [...]. Le suivi est annuel pendant 3 ans, puis il est organisé tous les 3 ans. Il comporte au minimum un inventaire diurne et un inventaire nocturne. [...]</p> <p>Constats : L'exploitant a missionné le bureau d'études Écosphère afin de l'accompagner en 2023 pour la mise en place de différentes mesures sur la sablière et pour l'élaboration d'un plan de gestion de la zone de compensation ex-situ, en bordure sud du canal de la Marne au Rhin.</p> <p>Une première visite d'Écosphère a été effectuée le 21/02/2023 sur le site de la sablière. Le rapport correspondant de mars 2023 a été transmis par l'exploitant par courriel du 24/03/2023. Il met en évidence : - que l'exploitant a mis en place un abri (hibernaculum) pour les lézards, côté sud-ouest, et a créé une mare pérenne dans le même secteur (mare non fonctionnelle car elle ne garde pas l'eau) ; - que les autres mesures prévues en phase 1 n'ont pas été mises en œuvre.</p> <p>Pour la création de la haie, 3 secteurs ont été ciblés sur la partie Monsau pour y être d'ores et déjà plantés : - dans l'angle sud-ouest, sous la forme d'une haie en L, sur un linéaire de 35 m et une largeur de 3 m ; - dans une partie de la bande nord, évitée dans le cadre du projet, sous la forme d'une haie large côté ouest sur un linéaire de 50 m environ et une largeur de 7 m, qui se prolongera côté est par une haie plus étroite de 55 m de long et 3,5 m de large ; - dans l'angle sud-est, sous la forme d'une haie en L sur un linéaire de 40 m et une largeur de 3 m. Le rapport précise que les plantations peuvent être réalisées dès maintenant, mais ne précise pas de calendrier de réalisation.</p> <p>Observation : La plantation était prévue au cours de la phase 1 d'exploitation qui s'achève en juillet 2023. La situation ne peut donc être jugée non conforme à ce stade. Il appartient toutefois à l'exploitant de préciser le calendrier de plantation retenu et de respecter le phasage attendu pour la réalisation de cette mesure.</p>

Le rapport propose une action pour améliorer la rétention d'eau et la fonctionnalité de la mare pérenne. Il n'est pas précisé de calendrier de réalisation mais il est stipulé que le suivi au cours de l'année 2023 permettra de voir si l'opération de nappage par des matériaux argileux en vue de son imperméabilisation est efficace.

Observation : Le calendrier de réalisation des travaux est à préciser.

Un secteur favorable à la création d'une zone en eau pour les amphibiens entre le secteur Heide et Monsau a été repéré au sud du site, non concerné par l'exploitation et qui peut donc être relativement pérenne. Il n'est pas précisé de calendrier de réalisation pour cette création.

Non conforme : La création de la mare était prévue dès le début de l'exploitation et au cours du premier hiver. La situation n'est pas conforme en l'état considérant que la mesure n'a pas été mise en oeuvre selon le calendrier prévu. Il s'agit d'une situation non conforme pour laquelle des suites administratives sont proposées.

Le rapport propose également l'entretien de 2 fossés qui méritent d'être rajeunis :

- l'un au nord-est de la partie Monsau, derrière le lieu de stationnement des engins en pied de merlon (triton palmé recensé en 2018) ;
- l'autre est un fossé d'évacuation des eaux non loin de la station de lavage des matériaux, qui doit rester favorable au Sonneur à ventre jaune.

Observation : Le calendrier de réalisation des travaux est à préciser.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois